No. 6

DECRET

ETABLISSEMENT DE L'EQUIPE DE RESTRUCTURATION DES MANDATS

ATTENDU QUE, les municipalités et districts scolaires de l'Etat de New York sont grevés par des mandats non financés et sous-financés du gouvernement d'état ;

ATTENDU QUE, les municipalités et districts scolaires de l'Etat de New York doivent administrer des services de la manière la plus efficace et la plus économique de façon à réduire l'impact sur les contribuables locaux ;

ATTENDU QUE, les prélèvements de taxes foncières à New York ont augmenté de 73 pour cent de 1998 à 2008 - deux fois plus que le taux de l'inflation durant cette période ;

ATTENDU QUE, New York a les deuxièmes impôts locaux et d'état combinés les plus élevés de la nation et les impôts locaux les plus élevés d'Amérique en pourcentage des revenus personnels - 79 pour cent au-dessus de la moyenne nationale ;

ATTENDU QUE, les taxes foncières moyennes payées par les New Yorkais sont 96 pour cent au-dessus de la moyenne nationale ;

ATTENDU QUE, si on mesure en dollars absolus payés, Westchester, Nassau et Rockland sont parmi les cinq districts aux taxes les plus élevées de la nation, se classant respectivement premier, second et cinquième ;

ATTENDU QUE, en 2009, lorsque les taxes foncières ont été mesurées en pourcentage de la valeur locative, neuf des dix premiers districts de la nation étaient tous situés dans le nord de l'Etat de New York ;

ATTENDU QUE, le gouvernement de l'Etat de New York doit faire face aujourd'hui à des défis budgétaires sans précédent, qui exigent des changements radicaux dans la manière de conduire ses activités, notamment en éliminant les méthodes déficientes et en créant de meilleures façons de servir le public ;

ATTENDU QUE, afin de réduire le fardeau des taxes foncières locales, il est d'une importance publique capitale que l'Etat de New York entreprenne une révision complète, rigoureuse et systématique des mandats imposés sur les gouvernements locaux, les districts scolaires et autres districts d'imposition locale, des raisons de ces mandats et des coûts sur les gouvernements locaux, districts scolaires et autres districts d'imposition locale associés à de tels mandats ; et

ATTENDU QUE, une telle révision s'attachera à mettre en valeur les meilleures manières les plus rentables et les plus économiques pour fournir les programmes et services mandatés et identifier les mandats inutiles, inefficaces, obsolètes et redondants ;

EN CONSEQUENCE, je soussigné, Andrew M. Cuomo, Gouverneur de l'Etat de New York, en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la Constitution et les lois de l'Etat de New York, ordonne par la présente :

A. Définitions

Les termes utilisés ci-après doivent avoir les significations suivantes :

1. « Agence publique » ou « agence » signifie tout agence, département, bureau, conseil, division, comité, organe consultatif ou service public.
2. « Officier ou employé de la fonction publique » doit avoir la signification donnée à la Section 73 de la Loi sur la fonction publique.
3. « Gouvernement local » signifie un district, une ville, une cité, un village ou un district spécial.
4. « District scolaire » signifie une cité ordinaire, sans syndicat, centrale ou un district de lycée central.
5. « Mandat non financé » signifie (i) toute exigence légale par laquelle un gouvernement local fournit ou entreprend un programme, projet ou une activité, ou augmente les dépenses pour un programme existant, projet, règlement ou une activité au nom de l'Etat de New York ; ou (ii) toute exigence légale par laquelle un gouvernement local accorde une nouvelle exonération de taxe foncière ou en élargit l'éligibilité, ou augmente la valeur d'une exonération de taxe foncière existante ; ou (iii) toute exigence légale qui autrement aurait pour effet d'augmenter les taxes foncières, et qui échoue à fournir un financement.
6. « Mandat sous-financé » signifie (i) toute exigence légale par laquelle un gouvernement local fournit ou entreprend un programme, projet ou une activité, ou augmente les dépenses pour un programme existant, projet, règlement ou une activité au nom de l'Etat de New York ; ou (ii) toute exigence légale par laquelle un gouvernement local accorde une nouvelle exonération de taxe foncière ou en élargit l'éligibilité, ou augmente la valeur d'une exonération de taxe foncière existante ; ou (iii) toute exigence légale qui autrement aurait pour effet d'augmenter les taxes foncières, et qui échoue à fournir un financement suffisant.

B. Equipe de restructuration des mandats

1. Il est établi par les présentes l'Equipe de restructuration des mandats (« Equipe ») qui devra émettre des propositions indépendantes et des orientations à titre consultatif au Gouverneur.
2. Le Gouverneur nommera les 20 membres avec droit de vote de l'Equipe. Les membres de l'Equipe comprendront: des officiers ou employés publics avec une expertise pertinente ; deux membres de l'Assemblée de l'Etat de New York, un membre recommandé par le Porte-parole de l'Assemblée et un membre recommandé par le Représentant des minorités de l'Assemblée ; deux membres du Sénat de l'Etat de New York, un membre recommandé par le Président par interim du Sénat et un membre recommandé par le Représentant des minorités du Sénat ; et des acteurs parties prenantes, dont des représentants de :
 - a. cités ;
 - b. districts ;
 - c. villes et villages ;
 - d. districts scolaires ;
 - e. travail organisé ;
 - f. entreprises ; et
 - g. autres secteurs pertinents.
3. Les sièges vacants seront pourvus par le Gouverneur, et le Gouverneur pourra nommer des membres supplémentaires avec ou sans droit de vote pour l'Equipe si nécessaire. Les membres de l'Equipe serviront suivant la volonté du Gouverneur.
4. Le Gouverneur désignera un Président ou des Co-Présidents parmi les membres de l'Equipe.
5. Le Lieutenant Gouverneur et le Directeur du Budget serviront comme *ex officios*, membres sans droit de vote de l'Equipe.
6. Une majorité du total des membres de l'Equipe qui ont été nommés constituera un quorum, et toutes les recommandations de l'Equipe nécessiteront l'accord de la majorité du total de ses membres.
7. L'Equipe essaiera d'engager et de solliciter l'entrée de divers groupes, organisations, et personnes.

C. Collaboration avec l'Equipe

1. Chaque agence ou autorité de l'Etat de New York fournira à l'Equipe une assistance et collaboration, dont l'utilisation des équipements de l'Etat de New York, qui peuvent être nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs de ce décret.

2. Un soutien au personnel nécessaire pour l'accomplissement du travail de l'Equipe pourra être fourni par les agences et autorités (soumis à l'accord des comités de direction de ces instances).

D. Obligations et objectifs

1. L'Equipe se concentrera sur la structure de fourniture de services de l'Etat de New York qui exige des districts scolaires, gouvernements locaux et autres districts d'imposition locale d'administrer et de financer les programmes mandatés. L'Equipe recherchera des manières de réduire les coûts des services mandatés des écoles et gouvernements locaux en déterminant comment les districts scolaires et gouvernements locaux peuvent être dotés d'une plus grande capacité à contrôler les coûts. L'Equipe examinera les raisons des retards dans le remboursement étatique des services mandatés. L'Equipe examinera la pratique des déplacements de coûts des services mandatés.

2. En accomplissant sa mission, l'Equipe identifiera des opportunités d'élimination ou de réduction des mandats non financés et sous-financés imposés par le gouvernement de l'Etat de New York sur les gouvernements locaux et districts scolaires.

3. L'Equipe commencera sa mission au plus tard le 7 janvier 2011. Le 1er mars 2011 au plus tard, l'Equipe soumettra son premier rapport au Gouverneur de ses investigations et recommandations pour considération dans le processus budgétaire de l'année fiscale de l'Etat de New York 2011-12. L'Equipe soumettra des rapports trimestriels de sa révision en continu. L'Equipe remettra ses recommandations finales au Gouverneur pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale 2011-12, date à laquelle sa mission prendra fin et à laquelle elle sera libérée de toutes responsabilités et obligations associées.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature et le sceau
de l'Etat dans la ville d'Albany le cinq
janvier de l'année deux mille onze.

PAR LE GOUVERNEUR

/s/ Andrew M. Cuomo

/s/ Steven M. Cohen

Secrétaire du Gouverneur